

Burundi : Lancement du programme de démobilisation

IRIN, 21 avril 2009 BUJUMBURA - Agathon Rwasa, chef des Forces nationales de libération (FNL), ancien mouvement rebelle burundais, a rendu sa mitraillette AK-47 et ses uniformes militaires, le 18 avril, à l'occasion d'une cérémonie organisée pour marquer le début de la démobilisation de milliers de combattants ; les FNL doivent bientôt obtenir le statut de parti politique. «Ma démobilisation marque officiellement la fin de la guerre au Burundi ; c'est un signe que le processus de paix national est en bonne voie», a déclaré M. Rwasa dans un site de rassemblement, à Rubira, dans la province de Bubanza (est).

Agathon Rwasa, qui détenait le grade de lieutenant général des FNL, a également réuni son état-major pour l'initiation de la mise en œuvre d'un accord de cessez-le-feu signé par les FNL avec le gouvernement burundais, en 2006. Selon un programme communiqué le 17 avril par un groupe de travail formé par l'équipe de médiation sud-africaine pour accélérer la mise en œuvre des accords entre les FNL et le gouvernement, au moins 3 500 combattants des FNL seront intégrés au sein des Forces nationales de défense et de sécurité (2 100 dans l'armée et 1 400 dans la police). «L'intégration se terminera ici à la mi-mai», a déclaré le lieutenant général Derrick Nguébi, directeur du groupe de travail, lors d'une conférence de presse. Selon ce programme, d'ici au cours d'une réunion du groupe de travail, à la mi-avril 2009, à Pretoria, le désarmement des combattants des FNL s'effectuera le 21 avril, dans leurs zones de rassemblement. A cette même date, les FNL devraient également devenir un parti politique. «Formation pour harmonisation» Selon M. Nguébi, l'état-major des FNL distingue actuellement les combattants qui seront intégrés aux forces de sécurité de ceux qui retourneront à la vie civile ; ces derniers recevront une «aide au retour» de 80 dollars. Le 22 avril, les combattants sélectionnés pour rejoindre les rangs des Forces de défense nationales (FDN) et de la police commenceront à suivre une «formation pour harmonisation», en vue de leur intégration, selon M. Nguébi. Le groupe de travail a également recommandé de former une unité composée de 390 membres sélectionnés au sein des FNL et de l'armée, pour remplacer la force de l'Union africaine (UA), qui doit quitter le pays en octobre. L'UA avait envoyé des soldats sud-africains au Burundi pour faciliter le processus national de transition de la guerre civile à la démocratie. Deux centres de démobilisation, à Rubira et Randa, tous deux situés dans la province de Bubanza, ont été sélectionnés pour accueillir 1 000 combattants des FNL, qui devraient être démobilisés d'ici au 30 juin, selon le groupe de travail. Selon M. Nguébi, quelque 11 000 combattants, dont 1 000 femmes, retourneront au sein de leurs communautés d'origine, et 300 enfants, enrôlés par les rebelles, ont été envoyés dans un centre de démobilisation de la province centrale de Gitega, où ils se préparent à retourner dans leurs familles, avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le groupe de travail a également appelé le gouvernement à libérer, d'ici au 15 mai, tous les combattants des FNL incarcérés. Concernant les 33 postes que le gouvernement s'est engagé à assigner à des membres des FNL, M. Nguébi a expliqué que le président Pierre Nkurunziza et Agathon Rwasa avaient formé une équipe chargée de définir les modalités des nominations. Optimisme M. Nguébi, le directeur du groupe de travail, s'est dit «convaincu que ce programme serait mené à bien, bien qu'il comprenne des tâches complexes». «Avec la démobilisation de Rwasa, on voit enfin le bout du tunnel», a-t-il déclaré, appelant le gouvernement à faire preuve de «souplesse» pour permettre au programme de mener à bien. «Aujourd'hui, la prochaine lutte menée au Burundi sera une lutte contre la faim et la famine. Si le Burundi est stable, la situation améliorera dans la région et sur le continent [africain] en termes de sécurité et de développement», a-t-il ajouté. M. Rwasa, qui a assuré que les FNL «travailleraient désormais publiquement et en toute transparence», a déclaré que tous les Burundais se concentreraient dorénavant sur leurs activités quotidiennes, et non sur la guerre. Il a appelé les combattants des FNL qui retournent à la vie civile à faire preuve de retenue s'ils se trouvent dans des circonstances difficiles. Selon Jonas Nshimirimana, représentant des FNL au sein du groupe de travail chargé de la démobilisation, les combattants qui ne seront pas intégrés aux forces de sécurité auront tout de même la possibilité d'occuper des fonctions politiques auprès des FNL, lorsque le mouvement obtiendra le statut de parti politique. D'après le général Evariste Ndayishimiye, représentant du gouvernement au sein du groupe de travail, la démobilisation des combattants des FNL montre que le Burundi est sur la «voie irrésistible» de la paix. «Nous sommes certains que le processus aboutira, compte tenu de l'engagement des personnes qui mènent la médiation», a déclaré le général Ndayishimiye. «Le gouvernement est prêt à traduire en actes tout ce qui lui a été demandé». [FIN] [Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]